

Société

VACCINS : COMMENT REDONNER DE LA CONFIANCE ?

Thierry Beaudet

11/05/2020

Dans le cadre d'un dossier que la la Fondation, en partenariat avec Conspiracy Watch, consacre à la question des vaccins, Thierry Beaudet, président de la Mutualité française, livre son point de vue.

« Le mal qui est dans le monde vient presque toujours de l'ignorance, et la bonne volonté peut faire autant de dégâts que la méchanceté, si elle n'est pas éclairée ».

Le Covid-19 nous confronte de manière brutale aux conséquences d'un monde sans vaccin. Un monde soumis à l'épidémie, à la distanciation, à l'amputation de certaines de nos libertés, à l'étouffement de nos économies et, potentiellement, à plus de violences et de conflits.

Mais, lorsque demain un vaccin existera contre ce coronavirus, sera-t-il adopté par tous ? On se plaît à l'espérer, mais rien n'est moins sûr. Un sondage **lfop** pour le consortium de chercheurs Coconel réalisé fin mars 2020 révèle ainsi que plus d'un quart des Français interrogés (26%) ne voudrait pas se faire vacciner contre le coronavirus.

Ce chiffre peut étonner à l'heure du progrès médical mais il épouse une tendance à l'œuvre dans le monde « développé ». Vis-à-vis des vaccins, la France apparaît comme l'un des pays plus sceptiques des 144 étudiés par l'institut de sondage américain Gallup pour l'ONG médicale britannique **Wellcome**. Réalisée l'an dernier, leur enquête mondiale sur 140 000 personnes de plus de 15 ans montre qu'un Français sur trois ne croit pas que les vaccins soient sûrs. Près de 20% pensent qu'ils sont dangereux. L'Hexagone se distingue aussi comme le seul pays où une majorité des personnes interrogées (55%) se dit persuadée que la science et les technologies vont mener à des suppressions d'emplois dans leur région.

À ces sondages, s'ajoutent des chiffres témoignant d'une insuffisance alarmante de la couverture vaccinale en France. Le taux de vaccination pour la grippe des personnes à risque a chuté de 15 points en dix ans. On assiste à la résurgence de maladies comme la tuberculose.

Un vaccin est conçu comme un geste de prévention simple, un geste qui a su prouver sa pertinence et son efficacité. Le meilleur soin reste celui qu'on n'a pas (eu) à réaliser. L'innovation qu'il représente en fait le dispositif immunologique qui a sauvé le plus de vies à l'échelle mondiale.

Mais son efficacité, cette capacité à circonscrire voire à éradiquer la maladie, est aussi sa plus grande faiblesse : en évitant la maladie, il abaisse notre vigilance.

Le vaccin est victime de son succès. La mémoire populaire a oublié les effets terribles des grandes pandémies. Elle en a oublié les impacts non seulement démographiques, économiques, mais aussi sociologiques. Pourtant, il n'a pas fallu longtemps en début de crise, quand les médecins et les agences régionales de santé (ARS) enquêtaient sur le patient zéro sur notre territoire, pour que certains d'entre nous désignent des boucs émissaires. Comme hier.

Le vaccin est également victime de son temps, un temps marqué par l'individualisme. Car si on se vaccine pour se protéger soi-même, c'est aussi pour éviter la propagation d'un virus qu'on le fait. Son utilité est essentiellement collective. C'est l'adhésion même à ce principe qui semble aujourd'hui remise en cause.

Le vaccin est victime d'un temps marqué aussi par le soupçon et la défiance à l'égard des autorités scientifiques, politiques.

Alors, comment combattre et redonner de la confiance aux acteurs et entre les acteurs, ceux de la santé, de la recherche, de l'industrie, mais aussi aux patients et à l'ensemble de nos concitoyens ? Faire la transparence pour l'ensemble des acteurs sur l'ensemble des acteurs est indispensable. Transparence sur les bénéfices et les morts évitées. Transparence, de la part des chercheurs, des laboratoires pharmaceutiques, sur leur organisation, leur localisation géographique, leur indépendance ou leurs financements, sur les méthodes de recherches, sur les tests et sur les effets indésirables.

À l'avenir, de nouvelles pandémies sont probables du fait de nos changements de modes de vie. Selon France Stratégie, 60% des 2000 maladies infectieuses et parasitaires qui affectent l'espèce humaine ont une origine animale. Ce coronavirus aujourd'hui, mais aussi Zika, Ebola hier. Leur émergence est liée aux pressions qu'exerce l'activité humaine sur les écosystèmes, augmentant les risques de transmission de pathogènes. La haute fréquence des voyages, le développement du tourisme à l'échelle planétaire, l'allongement des distances parcourues accélèrent et mondialisent les pandémies.

Pendant cette crise, les acteurs de santé ont appris ou réappris à mieux collaborer. La

réorganisation du système de santé largement souhaitée devient possible. La coopération entre les experts, la recherche scientifique avec une simplification des procédures par les autorités seront les maîtres-mots.

Pendant cette crise, les acteurs hors de la santé ont transformé leurs chaînes de production. À l'adaptabilité de notre système de soins, nous devons donc joindre celle du système productif des dispositifs et matériaux médicaux, avec la relocalisation et la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement en biens vitaux.

Pendant cette crise, dans tous les pays et en France en particulier, nous avons constaté à quel point nous avons souffert de l'absence d'une vraie culture de la prévention active dès le plus jeune âge et tout au long de la vie. Nous ne devons pas attendre que s'accumulent les malades pour rechercher des traitements ensuite. La promotion de la prévention est une composante majeure de l'action de la Mutualité française, à laquelle elle est depuis toujours engagée. Elle mène notamment de nombreuses actions auprès du public, au quotidien, dans tous nos territoires et sur un vaste ensemble de thématiques.

Pendant cette crise, nous avons réussi à mieux appliquer les mesures barrières qui auraient, sans doute, dû être des réflexes depuis longtemps.

Le vaccin est l'une des premières mesures barrières. L'une de celles dont les effets sont les plus efficaces et les plus durables. L'une des plus égalitaires aussi car, une fois développé, une fois financé, il peut être accessible au plus grand nombre, partout dans le monde.

Tous, professionnels et établissements de santé, acteurs privés, pouvoirs publics, nous devons mener ensemble une politique de prévention résolue.

Alors, les vaccins pourront être acceptés pour leur juste valeur.

NDLR : La Mutualité française est une entreprise mécène de la Fondation Jean-Jaurès.